

de la nomination. Le gouverneur saurait d'avance qu'il a intérêt à bien agir, s'il veut être renommé.

Les chefs macédoniens ajoutent que l'institution d'un contrôle européen est nécessaire pour frapper la population. Avant de déposer les armes, les *outlaws* des bandes auront besoin de croire, de faire un acte de foi : leurs organisations sont disloquées ; il leur faut lutter jusqu'au bout, à moins qu'on ne leur prouve que leur situation va vraiment être transformée.

Les Macédoniens rappellent ce qui s'est passé, pendant l'hiver de 1876-77, à la dernière séance de la conférence de Constantinople. La Turquie avait accordé toutes les réformes demandées. Elle refusa d'accepter un contrôle européen. On rompit. Lord Salisbury et le général Ignatief — représentants de la Russie et de l'Angleterre, qui, jusque-là, avaient été en désaccord sur tous les points — déclarèrent l'un et l'autre que, sans contrôle, les réformes, en Turquie, sont inexistantes.

Il va sans dire que les pouvoirs du gouverneur s'étendaient à toute la Macédoine et à elle seule, ou, tout au plus — pour éviter une revision des divisions administratives — aux trois vilayets de Monastir, de Salonique et de Kossovo-Uskub.

Le projet français aurait donné satisfaction aux Macédoniens. C'est sur cette matière capitale qu'il diffère du projet austro-russe.

Il est vrai que dans la note Steeg il n'est pas parlé